

Texte ci-dessous publié dans de magazine « Ambiance » le 28 février 1945 :

EXPEDIENTS PROVISOIRES (Le coup d'Alger), par Renée PIERRE-GOSSET (*Fasquelle*).

Ce récit, vivant et vrai, nous change de l'épique de commande et de l'optimisme béat des professionnels de la plume.

On voit enfin l'invraisemblable confusion d'Alger de très près, jusqu'à l'époque où les hommes d'Algérie furent touchés par la grâce gaulliste, vers 1943... On lit ces 432 pages comme le plus rapide des romans ; il est vrai que la réalité politique dépasse toute vraisemblance.

Tous les *Expédients provisoires* d'Alger, créations inspirées par les Américains ou subtilité des gens de Vichy qui voulaient jouer sur les deux (ou trois) tableaux, défilent devant nos yeux. Vous connaîtrez même le nombre des « purs » qui préparèrent la libération : 377, et le nombre d'alliés qui effectuèrent le débarquement, d'Agadir à Bône : 35.000 hommes !

« Expédients Provisoires – Le Coup d'Alger » est un ouvrage magistral de Renée PIERRE-GOSSET écrit fin 1944, à lire pour faire suite aux pages exceptionnelles du journal personnel de l'autrice (novembre-décembre 1942) mises en ligne sur ce site :

ALGER : DE VICHY À LA RÉPUBLIQUE - JOURNAL D'UNE FRANÇAISE

Le premier chapitre de ce livre est reproduit ci-dessous. L'ouvrage complet peut être encore trouvé à la vente sur Internet. C'est pour moi un ouvrage indispensable pour ceux qui s'interrogent encore sur ce que fût la réalité politique des années 1939 à 1945 de la France et son Empire, ses grandes médiocrités et son honneur sauvé…

François-Xavier BIBERT (2025)

RENÉE PIERRE-GOSSET

EXPÉDIENTS PROVISOIRES

LE COUP D'ALGER

FASQUELLE ÉDITEURS

« *A PIERRE GOSSET,*
sans qui ce livre n'eut
jamais été écrit. »

RENÉE PIERRE-GOSSET

EXPÉDIENTS PROVISOIRES

FASQUELLE EDITEURS
11, RUE DE GRENELLE
PARIS

CHAPITRE PREMIER

Les peuples sont las quelque temps devant que de s'apercevoir qu'ils le sont.

(Cardinal DE RETZ.)

CHAPITRE PREMIER

Lorsque, envoyé par Pétain, Weygand arrive à Alger, il porte sur les épaules le poids de l'armistice bien plus que celui de la défaite. L'opinion moyenne de la France et le verdict de l'Histoire concorderont probablement : ce petit homme sec, vif, autour duquel plane une double légende — celle de sa naissance (1), celle du par-

(1) Maxime Weygand naît à Bruxelles en 1867. On connaît peu de choses du secret qui entoure sa naissance. Lui-même avoue n'en rien savoir. 1867, c'est l'année même au cours de laquelle, après l'exécution de son mari, Maximilien d'Autriche, empereur du Mexique, Charlotte, ayant perdu la raison, rentre en Belgique où règne son frère, Léopold II. Plus tard, lorsqu'on cherchera à percer le secret de l'origine de Weygand, on établira un rapprochement entre ce retour et cette naissance. Maxime serait-il fils de Maximilien dont on murmure à Vienne qu'il est le bâtard du duc de Reichstadt. Tout ceci reste mystérieux.

L'acte d'état civil porte le nom de Maxime de Nimal, né de père inconnu, de mère inconnue ! Les deux témoins signent d'une croix. Ce texte, dont l'encre a pâli, existe toujours dans les registres poussiéreux de l'état civil de Bruxelles...

Mlle de Nimal, qui donne son nom à l'enfant qu'elle adopte, est une personne discrète, effacée. Elle emmène l'enfant en France. Il y fait ses études. Plus tard, il entre à Saint-Cyr, à titre étranger. Ses camarades l'appellent Brecard ou encore René de Segonzac. Le jeune sous-lieutenant est brillant, élégant. Il achète des chevaux chers, se commande des bottes chez les bottiers à la mode. Il s'amuse. Il dépense sans compter. Il touche une pension sur la cassette personnelle de la Famille royale de Belgique. Il la touchera toute sa vie. Saint-Cyr crée, à l'époque, la légende d'un Nimal, fils du Roi des Belges.

Et puis, brusquement, Nimal change de nom. Il est adopté par M. Weygand, caissier à Marseille, qui jamais n'a vécu en Belgique. Il se fait naturaliser. Et c'est sous le nom de Maxime Weygand qu'il demandera la main de la fille du général de Forsens dont il est l'officier d'ordonnance. Malgré certaines

rainage de Foch — fut appelé trop tard à la succession de Gamelin.

Mais une fois cette succession acceptée, au pire moment, ne songea-t-il pas davantage au maintien de l'ordre social en France qu'à la possibilité de poursuivre le combat à outrance contre l'envahisseur étranger ? On discutera, à perte de vue, afin de savoir si Weygand a bénéficié excessivement de l'auréole de Foch ou pâti au contraire de sortir de son ombre. Pétain et lui se trouvent en tout cas complices en 1940 pour assurer, par l'homologation de la défaite, la sauvegarde d'une caste, d'une façon de penser, d'une hiérarchie et de cadres sociaux dont ils sont les plus hauts tenants.

Le prestige de Weygand demeure pourtant énorme dans l'opinion publique. Personne ne songe à mettre son patriotisme en doute. Ce vieillard de 74 ans continue à jouer avec coquetterie de sa taille de sous-lieutenant, de son pas vif, de sa parole brève. Je me souviens de ce qu'aux pires jours de mai 1940, lorsque Gamelin eut à

réticences — un enfant trouvé, en somme... — le mariage a lieu. Jusqu'en 1914, on ne parle plus de Weygand. Sa carrière est lisse, sa voie tracée. Son entrée sensationnelle dans l'Histoire s'accomplit dans le sillage de Foch qui choisit au hasard, autour de lui, comme chef d'Etat-major, le plus ancien de ses lieutenants-colonels.

Lorsque le Maréchal meurt, Weygand, seul, est à son chevet. Weygand, seul, reçoit les premières personnalités venues rendre hommage à la dépouille mortelle du grand soldat.

Albert Ier de Belgique, qui se prépare à se rendre à Paris pour les funérailles, apprend que Weygand sera chargé de le recevoir :

— Tiens, Weygand ! Eh bien, on sera en famille...

Mais, pressé par son officier d'ordonnance, intrigué, Albert Ier avoue, lui aussi, en souriant, qu'il ne sait rien de précis. Telle est la légende...

lui céder la place, le nouveau généralissime arriva à Paris et fit immédiatement visite à Paul Reynaud. Vingt cinéastes l'attendaient à sa descente de voiture. Trois jours plus tard, le public vit sur l'écran l'image d'un petit homme plein de vie qui gravissait trois à trois les marches de l'escalier sous l'œil des cameras ; on entendit dans toutes les salles de cinéma de France s'élever un murmure satisfait et approbateur. On allait voir ce qu'on allait voir. Une vague d'optimisme imbécile déferla pendant quelques jours sur le pays, nourrie par de pieux slogans (1).

Lorsque Weygand, premier ministre de la Défense nationale (*sic*) de Vichy, quitte son poste et est nommé pro-consul pour l'Afrique française, on oublie son défaitisme de Tours et de Bordeaux, on oublie son âge ; on oublie presque la défaite. Si Weygand accepte de partir pour l'Afrique du Nord, c'est, à n'en pas douter, pour préparer la Revanche, pour remettre un jour l'Empire dans la guerre. De plus, ses démêlés avec Pierre Laval commencent d'être connus. Provoquer la haine de Laval, c'est presque une preuve de patriotisme, *ab absurdo*. Le général entretient généreusement le public algérien dans cette illusion, à grands renforts de défilés de spahis ou de chasseurs d'Afrique aux brillants uniformes. Jamais on n'a vu déploiement aussi voyant de faste militaire en Alger que depuis la faillite de notre armée. La foule n'a pas besoin de savoir qu'il y a davantage de musiques mili-

(1) « Si la France est en danger, appelez Weygand », aurait dit Foch avant de mourir. C'était presque trop beau...

taires que de batteries de D.C.A. sur le sol africain.

Petit à petit se crée une idée qui deviendrait une mystique si la population nord-africaine avait un soupçon de caractère, la mystique du « nous n'avons pas été battus, nous ». Le malheur veut que lorsque cette idée naît, elle ne sert qu'à provoquer une réaction à l'image même de l'Algérien : « Puisque nous n'avons pas été battus, nous n'avons pas à en souffrir ! »

L'on peut difficilement rendre Weygand responsable du fait que le Nord-Africain se révèle invertébré. Pourtant, le Weygand d'Alger — de septembre 1940 à novembre 1941 — est plus décevant encore pour la France que le généralissime de la bataille de la Somme.

Deux, et parfois trois ou quatre Weygand s'opposent, se contredisent, en paroles, en actes, pendant cette période. Rien de net, rien de tranché dans la politique du « délégué général en Afrique ».

Ses pouvoirs d'abord : il est théoriquement une sorte de vice-roi d'Afrique et ainsi apparaît-il aux yeux du grand public. En fait, les Résidents généraux de Tunis et de Rabat continuent de relever de l'amiral Darlan, ministre des Affaires étrangères, le gouverneur de l'Algérie, l'amiral Abrial, dépend du même amiral Darlan, ministre de l'Intérieur, et le gouverneur général Boisson ne relève que du ministre des Colonies. L'autorité de Weygand n'est donc qu'illusoire : il « coordonne », c'est tout.

Au printemps de 1941, mon mari, qui veut

partir pour le Niger, est reçu par le général Weygand ; celui-ci l'assure qu'il obtiendra son visa d'entrée en Afrique Occidentale Française. Cela suffit, le prévient-on immédiatement, pour que Boisson, en bon despote, refuse systématiquement le coup de tampon. Mon mari en reparle à Weygand ; tout ce qu'il obtient, avec un haussement d'épaules, c'est la réponse suivante :

— Que voulez-vous ? On ne peut le heurter de front. Il a si mauvais caractère...

Passons à l'idée profonde qu'on prête au général : préparer la reprise de la guerre contre l'Axe en Afrique. Que ne dit-on pas à Alger à l'époque ? S'il faut en croire les milieux « bien renseignés » on n'attend que l'occasion d'attaquer à revers les Italiens en Tripolitaine. Mais celui qu'on charge de reprendre le combat en Afrique, c'est celui-là même qui l'a empêché, en juin, le déclarant insensé (1).

(1) Lorsqu'il parle de l'Armistice devant ses familiers, le général Weygand donne les détails suivants : en juin 1940, il examina toutes les possibilités de poursuivre le combat. L'idée du « réduit breton » était irréalisable, affirme-t-il. Quant à l'Afrique du Nord, d'accord avec le maréchal Pétain, il consulta le général Noguès, qui était à l'époque le commandant supérieur des Forces françaises, en Afrique. Noguès lui aurait répondu « qu'il avait tout juste assez de troupes pour contenir une attaque italienne sur la ligne Mareth ». Et le peu de matériel moderne en sa possession était concentré aux alentours de Bizerte. Il n'y avait aucune industrie dans les trois pays nord-africains. Weygand affirme que, se basant sur ces points, Noguès conclut formellement à l'impossibilité de poursuivre la guerre sur le sol africain. Sans vouloir ergoter sur les arguments discutables qui sont invoqués, on peut dire que le général Noguès avait au contraire donné l'impression à tous ceux qui l'avaient approché, d'être, jusqu'au 20 juin tout au moins, partisan de la résistance à outrance. C'était si vrai que à la fois Mandel à Bordeaux et de Gaulle à Londres s'imaginèrent pouvoir compter sur lui. « Dans l'Afrique de Bugeaud, de

Certes, Weygand favorise, ou tolère en tout cas la constitution de dépôts d'armes clandestins, de stocks d'essence, de mazout dissimulés aux Allemands. Certes, il encourage la création d'unités de « travailleurs indigènes » qui ne sont qu'un évident camouflage. Mais quand Flandin autorise les Allemands à se substituer aux Italiens pour le contrôle du Maroc par exemple, et que Noguès proteste, Weygand laisse faire. Dès cet instant, le renforcement souterrain de l'armée d'Afrique est terminé.

Oui, il hait les Allemands qui finiront par le déloger, puis par l'emprisonner, mais il nourrit une exécration presque semblable pour les Britanniques, une exécration qui constitue son seul alibi dans les journées de mai 1940. Et si Weygand avait eu à choisir entre une défaite allemande entraînant comme corollaire la résurrection du Front populaire et une victoire nazie favorisant l'établissement d'un gouvernement « fort » en France, il est probable que son parti serait vite pris.

Pourtant, les officiers du 5e chasseurs colportent dans la ville d'Alger les propos que leur a tenus le général, après une prise d'armes :

— Ne perdez pas de vue que l'allié d'hier peut être l'allié de demain.

Il se réclame volontiers aussi d'une parole de Foch : « Les dernières batailles se gagnent avec des restes d'armée ! »

Lyautey, *de Noguès*, déclare le général de Gaulle à la radio de Londres, le 19 juin, tout ce qui a de l'honneur a le strict devoir de refuser l'exécution des conditions ennemies. »

Que ses discours officiels soient par contre anti-alliés et dans la plus pure orthodoxie de la Révolution nationale n'impressionnerait personne : « des oreilles ennemies nous écoutent. » Les dépositaires de ses semi-confidences apportent volontiers à ses harangues le commentaire d'un subtil clin d'œil. Mais lorsqu'il a à agir, le drame veut qu'il mette ses actes en concordance avec ses discours et non avec sa « pensée intime ». Il laisse sa police traquer les gaullistes. Il a pour de Gaulle une inimitié féroce : « douze balles dans la peau, voilà ce qu'il mérite ». On a bien l'impression que ces douze balles frapperaient plutôt le colonel de Gaulle, théoricien prophétique, que le général « félon ». Il fait punir un colonel coupable de ne pas approuver la politique de l'armistice, il laisse interner les prisonniers anglais dans des conditions épouvantables.

Et lorsque le 23 juin 1941, il s'adresse à la Légion des Combattants, il reprend les termes dont il s'est servi devant les officiers d'Alger pour dire exactement le contraire : « Croyez-moi, le devoir ne saurait être du côté de l'ancien allié. »

Cependant, il s'oppose de toutes ses forces, avec vigueur, avec sincérité, au pillage de l'Afrique du Nord par l'Allemagne et l'Italie. Le conflit avec les commissions d'armistice devient presque permanent. Et le général trouve sur sa route le gouverneur de l'Algérie, l'amiral Abrial.

C'est alors en France la grande époque des Amiraux.

Il y en a partout, sauf à la mer. Darlan possède trois portefeuilles ; Platon est aux Colonies ; Esteva à Tunis ; Decoux à Hanoï ; Robert aux Antilles. On en fait des préfets régionaux, des préfets départementaux. L'amiral Bard devient préfet de police de Paris, avant d'être ambassadeur à Berne. Lorsqu'on crée des « commissaires du pouvoir », chargés de veiller à l'orthodoxie des fonctionnaires de la Révolution nationale, on nomme l'amiral Gouton à leur tête. Aux côtés mêmes de Weygand, quel est le « secrétaire de la délégation du gouvernement en Afrique française » ? L'amiral Fenard.

Abrial, comme la plupart de ses collègues, n'est aucunement qualifié pour le poste qu'il occupe. Surcroît de malheur, il a plus de caractère que d'intelligence (1). Violemment collaborationniste et anti-allié, il s'oppose de toutes ses forces à Weygand, dès qu'il le voit flirter avec les Américains. La guerre est ouverte entre les deux hommes. L'issue en est malgré tout assez douteuse, car Abrial menace de révéler les tractations économiques que mène le général. Finalement, un petit complot d'aspect extrêmement maritime est monté et le 13 juillet 1941, c'est l'amiral Leahy, à Vichy, qui obtient de l'amiral

(1) Ses « mots » sont presque aussi célèbres que ceux de Mac Mahon. Celui-ci courait Alger : L'amiral visite les étendues désertiques du Sud Algérien. Il s'effare devant ces contrées incultes, perdues pour l'agriculture, alors que la France connaît la disette.

— Mais, Monsieur le Gouverneur, c'est qu'il n'y a pas d'irrigation possible. Pas d'irrigation, pas de culture. Il n'y a que le mérinos qui tienne le coup...

— Le mérinos, rétorque l'amiral, superbe. Et je voudrais bien savoir, alors, pourquoi on n'en fait pas pousser ?

Darlan la tête de l'amiral Abrial. Darlan, qui a remis le portefeuille de l'Intérieur à Pucheu, obtient immédiatement de celui-ci la signature révoquant le gouverneur de l'Algérie et nommant Weygand à sa place. Par une coïncidence curieuse, le même jour, le pétrolier *Shéhérazade*, de la Compagnie Française des Pétroles, à destination du Maroc, obtient enfin à New-York l'autorisation de départ qui lui était refusée jusqu'à ce moment.

Weygand a donc utilisé l'appui américain pour venir à bout de son premier ennemi. L'utilisera-t-il également pour lutter contre les commissions allemande et italienne ? C'est le seul contrepoids dont il dispose. Encore une fois, il s'empêtre dans un jeu complexe, subtil, dans lequel on ne démêle pas bien le fil conducteur. Il tergiverse, il promet et se rétracte, encourage puis désavoue, accorde d'une main pour reprendre rapidement de l'autre. Ce général se conduit comme un maquignon.

Comme Darlan deux ans plus tard, il impressionnera énormément les envoyés du président Roosevelt et plus particulièrement M. Robert D. Murphy qui lui fera un crédit démesuré.

Dès l'arrivée du conseiller d'ambassade de l'amiral Leahy à Alger, les deux hommes sont entrés en rapport. Une certaine sympathie les pousse l'un vers l'autre et c'est presque une amitié qui se noue. Weygand abreuve l'Américain de bonnes paroles, compensation des discours officiels « qu'il est bien obligé de prononcer ».

Cette amitié n'est pas entièrement gratuite.

On jette bientôt les bases d'un accord économique. MM. Monick, Marchal, Tarbes de Saint-Hardouin y travaillent. Cet accord est signé en février 1941. Il procurera surtout aux indigènes des cotonnades, du sucre, du thé. Deux pétroliers feront la navette entre les Etats-Unis et le Maroc (1). Qu'a concédé le général ? D'abord des assurances en ce qui concerne l'exécution des clauses de l'armistice. Il ne les outrepassera pas, bien que Rommel le harcèle sans cesse pour obtenir du ravitaillement pour l'Afrikakorps. Les Etats-Unis possèdent un moyen de chantage dont ils usent à bon escient.

Ensuite, Weygand accorde l'entrée à deux douzaines d'observateurs américains qui auront rang de vice-consuls, bénéficieront de l'immunité diplomatique. Ils sont là pour s'assurer de ce que les marchandises fournies par les Etats-Unis ne prennent pas le même chemin que la production algérienne. En fait, ils vont très rapidement jouer un rôle capital dans la préparation du débarquement.

Le général Weygand est-il dupe ? On peut être certain du contraire. Un jour de l'automne 1941, en effet, la grosse voiture noire de M. Robert Murphy s'est arrêtée devant le Palais d'Hiver.

Visite amicale ou entretien portant sur un sujet économique, comme à l'habitude? On le suppose. Mais le représentant des Etats-Unis va droit au but. Dans l'hypothèse d'un coup de force

(1) Le « Tarn », pétrolier de l'Etat, fut torpillé par un sous-marin qu'on n'identifia jamais officiellement au large de la côte algérienne, alors qu'il amenait à Alger du pétrole américain, via Fedala.

allié sur l'Afrique, Maxime Weygand soutiendra-t-il cette action de son nom et de son prestige ? Est-il disposé à entraîner les Français dans la guerre, serait-ce même contre l'avis du Maréchal ?

La question ne prend pas le général au dépourvu. La réponse est nette :

— Quelles garanties ? Combien de troupes ? Combien d'avions, de navires, de chars ?

M. Murphy a probablement une vue déjà assez claire des choses. Mais il ne tient pas à l'offrir sans contre-partie à son interlocuteur. Il se cantonne dans les lignes générales d'un projet hypothétique qui ne satisfait nullement le vaincu de 1940.

A ce soldat, on propose l'illégalité, la rébellion, la dissidence, l'Aventure. Or, cinquante-sept années de carrière militaire ne constituent pas précisément une préparation à l'Aventure.

Il manque de jeunesse, de flamme, d'élan, d'un peu de folie. On ne fait pas de grandes choses sans être un peu fou. Weygand consentirait bien à faire de grandes choses, des choses folles, mais avec le maximum de prudence.

On trouve en lui, à cette minute, ce terrible « complexe de légalité » qui entravera si fort le général Giraud. Giraud, torturé, jouera tout de même le coup de dés mais avec l'unique souci de rentrer le plus vite possible dans les rails de la légalité.

Weygand a un réflexe sclérosé : il refuse. Sans s'en douter, à cette minute il perd à tout jamais ce bâton de maréchal, l'ambition de sa vie.

Robert Murphy, devant ce refus, se dérobe, fait retraite, se promet de revenir à la charge après avoir laissé passer un peu de temps. Car il veut absolument avoir Weygand dans son jeu. Weygand, c'est l'Armée, c'est une Oriflamme magnifique.

Les événements vont aller plus vite que la diplomatie du ministre américain. Le général a beau défendre très officiellement aux officiers de son entourage de maintenir des contacts avec les Américains, à la suite de cette conversation (1), il n'en est pas moins irrémédiablement compromis aux yeux des ultras de Vichy, et surtout de ceux de Paris. Benoist-Méchin réclame sa tête.

Pris entre les propositions américaines qu'il décline et les exigences des commissions allemandes, sa situation devient impossible. Les Italiens réclament le contrôle total des ports d'Algérie et de Tunisie. Weygand refuse. La cession des chalands et du matériel. Refus encore. La réouverture des Consulats de l'Axe. Refus toujours. Rommel exige du blé, des camions, du pétrole. Weygand s'oppose. Il s'oppose à tout, de façon désespérée, à la vente des journaux parisiens publiés sous contrôle nazi, de l'édition française de *Signal*, aux réquisitions massives sur le ravitaillement local.

Lassé, le Reich présente l'ultimatum que Dar-

(1) Les colonels Suffren et Truchet, les commandants Navarre et de Witasse entretenaient, à l'exemple de leur chef, des rapports très amicaux avec les membres du Consulat des Etats-Unis.

lan accueille sans trop de déplaisir. Abetz s'en charge...

Le 17 novembre, brusquement, un ordre arrive de Vichy : « le général Weygand est convoqué d'urgence, en consultation, par le gouvernement ».

Il sait, exactement, ce que signifient ces mots. Une dernière fois, il entre dans ce curieux petit cabinet en forme de T qu'il occupe au Palais d'Hiver. Une dernière fois, il foule les tapis précieux de son pas rageur.

Il ouvre les tiroirs de son bureau de marqueterie brune, fouille ses papiers, en brûle quelques-uns, en confie d'autres à son fils, le capitaine Jacques Weygand. Puis il prend la galerie aux mosaïques bleues, descend l'étroit escalier, lentement, comme accablé d'une immense fatigue. Il est suivi de son fidèle Gasser, son officier d'ordonnance.

Sa silhouette menue s'est arrêtée un instant dans la cour. Il regarde toutes ces choses familières, sachant que c'est la dernière fois, les palmiers au feuillage troué de soleil, le spahi qui monte la garde...

— Il n'avait plus son air d'officier de cavalerie, me raconta un témoin. Il ressemblait à un vieux petit jockey...

Pourtant, on l'entend dire, et on le répète :

— « Ils » ne m'ont pas encore.

Il prend l'avion pour Vichy, sans emporter de bagages. Deux jours plus tard, il n'est plus rien. « Ils » l'ont eu et il a plié. Il accepte tout : la résidence surveillée pendant quelques jours

au Cap d'Antibes, l'obligation de faire ses adieux par radio aux troupes d'Algérie. Il recommande la fidélité au Maréchal.

Alger fermente un peu. Pas beaucoup. Les esprits sont déconcertés par la résignation de Weygand. La dernière digue contre les prétentions de l'Axe en Afrique du Nord est emportée...

*
* *

Le départ du général Weygand et son remplacement par le médiocre Yves Chatel, en novembre 1941, marquent le début d'une ère de folie pour la paisible et provinciale Alger. Dans une atmosphère invraisemblable, inimaginable pour qui n'y a pas vécu, les belligérants se côtoient, cent complots se nouent, la plus féroce répression policière s'exerce dans une ambiance d'opéra-bouffe. La trahison, l'héroïsme, l'inconscience, la vénalité se manifestent sur un fond trouble d'incertitude du lendemain, d'espoirs inexprimés, d'attente indécise.

Sur cette scène encombrée, les grands premiers rôles sont joués par les consuls américains. A la fin de 1941, ils se comptent par douzaines en Afrique du Nord, flanqués de secrétaires, d'employés chargés de fonctions guère très définies en apparence. Ils se répandent. Ils papillonnent. Ils se font des relations. Ils sont généralement charmants, souvent fantaisistes et ont été sélectionnés pour leur emploi selon des normes impénétrables. John Boyd était un commerçant, Redgway Knight le représentant d'une maison

de vins français aux Etats-Unis, Kenneth Pendar, en dehors d'autres spécialités, s'occupait d'archéologie, Rounds était l'un des plus beaux ornements du Harry's Bar de Paris...

Lorsque, d'aventure, les vice-consuls américains se trouvent en présence de membres des commissions d'armistice, ils tournent le dos, sans plus. Mais il n'est pas rare, le soir, de les voir au Casino de l'Aletti, séparés des officiers allemands et italiens par la largeur de la table de roulette. De part et d'autre, on lance quelques jetons sur le « 27 en plein » ou sur la deuxième douzaine, mais le cœur n'y est pas. On est là pour s'observer et on s'observe. A mi-chemin entre les deux clans, des chefs de la Légion, un Breuleux par exemple dont la jolie femme a la surprise de se voir raser la tête tout justement parce qu'elle ne s'est pas contentée de demeurer à mi-chemin... Ou encore un Canavaggio, l'homme de confiance du gouverneur Chatel. Parfois John Knox fait une entrée remarquée, suivi de sa fiancée la blonde Joan Tuyl. Personne n'ignore à Alger que John Knox est sorti de Saint-Cyr, a fait campagne dans la Légion avant de repasser par West Point et qu'il est à Alger, bien plus qu'un vice-consul, un officieux attaché militaire. Personne n'ignore non plus que Joan Tuyl, Anglaise, a échappé à l'internement à Laghouat par miracle. Objet d'une attention toute spéciale de la police vichyssoise, il n'est pas rare pour elle, au retour d'une de ses promenades mystérieuses, de constater que son appartement a été fouillé de fond en comble.

Dans cette lutte d'astuce, les policiers ont toujours le dessous, car s'ils prennent grand soin de rétablir l'ordre après la fouille, jamais ils ne parviennent à remettre les cinq coussins qui ornent le divan — un noir, un vert, un noir, un vert, un vert — dans l'ordre où les a laissés la propriétaire.

Espions, « contre-espions », authentiques diplomates, officiers en civil, indicateurs, informateurs, grues de haut et bas vol et même gens du monde se coudoient avec courtoisie et s'épient avec férocité dans ces soirées à la salle de jeux.

D'ailleurs, il ne s'y découvre ni ne s'y révèle grand'chose. Chacun est trop sur ses gardes pour commettre une imprudence. Si certaines grosses fautes furent commises dans les milieux consulaires américains, ce fut au Maroc et non en Algérie.

Les entretiens « confidentiels » se passent d'une autre façon : une voiture roule doucement dans une rue presque déserte en rasant le bord du trottoir, remontant les rares piétons un à un. Elle s'arrête près de l'un d'eux, qui est « le bon ». Il monte rapidement. A l'intérieur de l'auto — américaine, ou allemande, ou italienne, le procédé est le même — une fois en marche, on peut bavarder en toute tranquillité.

J'ai vu appliquer à Alger les méthodes les plus classiques, chères aux amateurs de romans d'espionnage ; certains rapports pour Tanger n'étaient confiés à la valise diplomatique qu'écrits à l'encre invisible. Que ne couvrit-elle pas cette valise diplomatique américaine qui circulait une

fois la semaine de Tunis à Tanger en passant par Alger et Casablanca ?

Et avec quel soin on enfermait les documents dans les coffres-forts du consulat des Etats-Unis... aux côtés des cartouches de Lucky Strike ou des boîtes de sardines portugaises, venues elles aussi de cette ville de miracles qu'était Tanger, où tout — le whisky comme les consciences — s'obtenait à coup de liasses de cent pesetas.

La principale action des consuls américains, celle qui précéda le débarquement, pour laquelle ils étaient là en réalité, j'en reparlerai plus loin. En dehors d'elle, ils se livrent à une propagande discrète et qui ne manque pas d'habileté, distribuant aux officiers de leurs amis des brochures techniques traitant de tous les problèmes de la guerre moderne, aux ingénieurs, aux médecins, aux chimistes des bulletins imprimés dans lesquels ils trouvent des nouvelles des dernières applications de la science contemporaine, des communications aux académies, etc...

Une grosse action est également tentée auprès des indigènes : des tracts essaient de leur démontrer la supériorité de l'armement américain, des principes américains, de l'industrie américaine. Je me souviens d'un slogan alléchant qui parlait de l'armée des Etats-Unis, « l'armée la mieux nourrie du monde ». Mais leurs auteurs n'ont oublié qu'une chose, c'est que l'arabe littéraire n'est pas lu dans les milieux populaires. Et par surcroît, les indigènes sont si loin de la guerre. tant qu'elle ne les touche pas directement...

C'est pourquoi ce fut Weygand qui assura la

meilleure propagande américaine en important les cotonnades, le sucre et le thé qui manquaient tellement aux indigènes.

Ceux-ci payent à leur façon : il ne part pas un bateau de phosphates pour l'Italie, par exemple, sans que le consulat en soit avisé vingt-quatre heures à l'avance. Un cargo italien demeure ainsi une semaine entière dans le port d'Alger, n'osant plus partir, hésitant, tergiversant. Lorsqu'il se décide enfin, il est coulé à peine sorti des eaux territoriales.

Le lendemain un John Knox, souriant derrière son nœud papillon, arriva au petit bistrot où il venait prendre son premier « vin rosé » matinal. Ce tout petit café, situé à peu près en face du Consulat, était le rendez-vous habituel des employés des tramways algériens et de quelques membres du Consulat des Etats-Unis. Sous l'œil bénisseur du maréchal Pétain qui trônait en effigie au-dessus du percolateur, on parlait arabe d'un côté du zinc, anglais de l'autre. Juste en face du caboulot, au coin opposé, une boutique de modiste bien innocente d'apparence mais où les voitures de la commission d'armistice s'arrêtaient vraiment trop souvent...

A partir de neuf heures du matin, il n'était pas rare de trouver accoudés à ce zinc beaucoup de ceux qui avaient des attaches avouées ou non avec le Consulat. On y commentait bien haut les nouvelles de la guerre — surtout les fausses — et les derniers déboires italiens tandis que le vin rosé coulait à grands flots.

Sam Dashiell, correspondant de la United

Press, habitait à deux pas, au Djemila Palace. On le voyait apparaître, plein à la fois d'indignation et de malice, sortant des mains de policiers qui étaient venus perquisitionner chez lui au petit matin. Ils découvraient dans ses papiers la reproduction d'une lettre d'Edouard Herriot, ou du rapport à Pétain du général de La Laurencie, ou encore quelques numéros de journaux clandestins, de *Combat* qui commençait à sortir, édité par son ami Jean Castet.

Notre bon vieux Sam répondait aux sbires avec la plus souriante mauvaise foi et son accent délicieux :

— Trouvé tout cela dans « mon » boîte aux lettres...

Pendant ce temps, dans une boîte d'allumettes sur un plateau, dans le vase plein de fleurs se trouvaient deux documents dont la découverte eût coûté gros au journaliste américain. Mais les policiers étaient trop occupés par une révélation nouvelle : ils avaient déniché dans une lettre expédiée par un journaliste parisien, A. de Segonzac, que Sam Dashiell y était appelé « colonel ». L'intéressé eut beau expliquer que c'était là une appellation familière, une bonne plaisanterie, rien n'y fit. Il eut dorénavant son dossier au deuxième bureau et des suiveurs obstinés dans chacune de ses promenades. En mai 1942, Sam Dashiell finit par être poliment expulsé...

Ce que la police cherche surtout, dans toutes ses perquisitions, dans toutes ses filatures, ce sont les organisations qui préparaient les départs vers l'Angleterre, vers les colonies gaullistes.

Quel est le garçon de vingt ans qui, à l'époque, n'a pas pensé à partir pour se battre? Quel est celui qui ne l'a pas tenté ? Toute la jeunesse d'Alger, d'Oran — surtout, il faut bien le dire, celle arrivée récemment de France métropolitaine — ne rêve que barques de pêche, voyages sur les boggies des trains, faux passeports, randonnées à travers le Sahara.

Assez naïvement, ces garçons pleins de fougue s'imaginent que les consuls des Etats-Unis ne sont en place que pour favoriser leurs plans. Or, les consuls ont de nombreuses raisons pour dissuader les jeunes Français de partir pour l'Angleterre, aucune pour les aider. Contraints à une extrême circonspection, on comprend d'autre part leur répugnance à se priver d'éléments pro-alliés qui le jour d'un débarquement seraient infiniment utiles. Cet argument ils ne peuvent l'invoquer ouvertement. Ils se contentent donc d'éconduire les soupirants, nantis de bonnes paroles, en leur recommandant une prudence qu'eux-mêmes sont obligés d'observer (1).

Ceci ne décourage pas les candidats. Mais quitter clandestinement l'Afrique du Nord est une opération pleine de difficultés et de périls, contrairement à ce que pensent tous ceux qui ne cessent d'y affluer, venant de Lyon, de Marseille ou de Paris, s'imaginant — les innocents —

(1) Le lendemain de Pearl Harbour, toute la jeunesse d'Alger s'imagine que la position des consuls est totalement changée. C'est un défilé ininterrompu, au Consulat, de jeunes gens qui veulent s'engager dans l'armée américaine. Parmi eux, combien d'agents provocateurs ?

qu'une fois arrivés à Alger, ils ont fait la moitié du chemin.

Par mer, il est défendu de s'éloigner de plus d'un kilomètre des côtes, et la navigation des barques à moteur est interdite. Sur terre, la surveillance de la frontière du Maroc espagnol est terriblement accrue des deux côtés. On promet des primes aux indigènes qui ramèneront les forceurs de frontières. Par le Sahara, l'aventure est pratiquement impossible car un désert est décidément l'endroit au monde où il est le plus difficile de se cacher.

Par air, tous les aérodromes sont plus ou moins contrôlés par les Italiens et les Allemands. Par surcroît, après quelques expériences malheureuses, les autorités militaires ont, à un tel point, perdu confiance en leurs pilotes qu'on n'alloue pour chaque sortie qu'une quantité d'essence soigneusement calculée de telle façon qu'elle ne puisse permettre à l'appareil d'atteindre Gibraltar. Chaque soir, sur les terrains, on démonte les magnétos des moteurs.

Certains policiers mènent la répression d'une façon féroce. Des centaines de jeunes gens dont le seul crime est le délit de patriotisme sont martyrisés, suppliciés par des procédés modernes de torture qu'une femme se refuse à décrire.

Cependant, rien ne modère le désir d'évasion qui submerge l'Algérie. De temps à autre, une réussite retentissante redonne du cœur au ventre de ceux qui ont échoué. La plus célèbre, et qui fit rire Alger pendant six semaines, fut celle du général italien, chargé de présider la commis-

sion d'armistice. Empanaché jusqu'à l'œil, il prend place à bord d'un Savoïa qui décolle de Tunis vers l'Algérie. A Maison Blanche, une grande réception s'organise : un détachement de l'Armée de l'Air rend les honneurs, les personnalités de corvée s'empressent. Le Savoïa se pose, s'immobilise, moteurs réduits. Le général, sa suite, l'équipage sortent successivement de la carlingue, se rangent sur le ciment pour les présentations. Une sonnerie de clairons... que domine tout à coup le tonnerre des trois moteurs lancés à plein régime. Trois sous-officiers pilotes français se sont engouffrés dans le Savoïa déserté et fonçant follement à travers la plaine décollent déjà au bout du terrain, emportant avec eux les cantines du général et de ses officiers, leurs papiers officiels et leurs plumets de rechange. L'arrivée à Gibraltar causa une certaine sensation, on s'en doute...

Les anecdotes foisonnent dans ce domaine. Il en est cent où l'héroïsme côtoie le vaudeville à chaque minute.

L'humour s'en mêle : ce pilote (1) qui est devenu l'un des as de la France Combattante s'envole pour Gibraltar dix minutes après la prise d'armes au cours de laquelle on lui remit, à Rabat, la Croix de guerre.

L'histoire du bateau norvégien interné courut, elle aussi, l'Afrique du Nord. Pour empêcher ce navire, immobilisé à Dakar, de voguer vers l'An-

(1) Embarqué par la suite sur un porte-avions britannique, l'enseigne de vaisseau Claude devait trouver une mort glorieuse au cours des opérations de Sicile.

gleterre, on lui confisque quelques tubulures essentielles des chaudières. Une fois par mois, le capitaine obtient la disposition de ces pièces afin de chauffer la machine — sous contrôle — pendant quelques heures et d'éviter que le matériel ne rouille. Les matelots profitent de ces quelques heures mensuelles pour fabriquer des tubulures postiches qu'ils restituent un jour à la place des vraies. La nuit suivante, les Nations Unies comptent un navire de plus.

De toutes les histoires qui courent, chacun tire des conclusions. Chacun cherche à profiter de l'expérience acquise. La trame même de la vie algérienne est tissée d'un menu réseau de complots en marge de la légalité, de projets de conspirateurs. Mais que de possibles trahisons, que de « dégonflages » de dernière minute, que de faux pas...

Tous ces projets flottent dans un univers aux valeurs décalées : des garçons que je connais bien et qui, je l'imagine, n'eussent jamais pris une pomme au verger du voisin, envisagent avec une tranquille inconscience de voler à son propriétaire un yacht amarré à la pointe de la jetée de Surcouf.

Des tuyaux courent ; généralement crevés. Par un curieux phénomène, la jeunesse d'Alger émigre vers Oran, tandis que, suivant le principe bien connu des vases communicants, celle d'Oran se transvase dans Alger. De part et d'autre, on a entendu dire que l'autre port était plus propice.

On se glisse des adresses de « patrons » espa-

gnols, de barques de pêche à vendre, de noms de passeurs à Oudjda ou à Ouezzane, de fabricants de faux papiers. Le jour de son départ, après toutes les recommandations d'usage, mon mari me dit :

— Et si tu ne peux pas partir régulièrement, va d'abord trouver le garagiste de Belfort qui a déjà fourni de l'essence pour un départ. Puis X..., l'agent de location, puis Gilbert M..., l'avocat. Et demande conseil à Knox...

Car il existait deux catégories de partants : ceux qui s'en allaient avec des papiers, et les « irréguliers ». Si l'on avait le quart d'une vague nationalité étrangère, la première procédure était la meilleure. Du jour au lendemain, je me suis trouvée dotée d'une nationalité belge, étayée d'une carte d'identité parfaitement en règle. Parfaitement falsifiée aussi d'ailleurs.

Les consuls de tous les pays envahis par l'Allemagne occupaient toujours leur poste à Alger, sous la couverture de titres divers : offices de rapatriement, offices commerciaux. Leur premier souci était de faire passer leurs compatriotes de « l'autre côté ». Que de jeunes Belges, de jeunes Hollandais, de jeunes Polonais, de jeunes Norvégiens, tous réformés par des médecins complices, tous « impropres à porter les armes », sont partis « à destination de l'Angola portugais ». Il fallait des semaines, des mois pour obtenir les précieux coups de tampons...

Le passeport dans les mains — de *vrais* papiers à ceux qui vivaient depuis des mois comme des irréguliers — ils n'attendaient pas quarante-

huit heures pour se sauver. Tant de mois de prison, ou dans les camps, tant de comparutions, d'interrogatoires, de captures et d'évasions multiples... J'en ai vu pleurer en recevant leur passeport.

J'ai vécu de près les espoirs et les affres de ce genre d'aventures, car mon mari l'a réalisée. Sa première tentative devait le mener officiellement au Niger, d'où il comptait passer en Nigéria britannique. Elle rate : Boisson refuse le visa d'entrée en A. O. F.

Deuxième essai vers le sud. Il descend à nouveau vers Touggourt, Ouargla, El Goléa. Peut-être que vers Djanet, puis vers le Tibesti... L'âpreté du désert, la pierraille, les sables brûlants rendent l'entreprise impossible.

Au retour à Alger, commencent les projets quotidiens. Une « affaire de bateau », à Oran, avec un patron espagnol, dont une secrète méfiance l'écarta, Dieu merci. Les « clandestins » finirent en prison. Un autre projet de barque dans les environs d'Alger. Un avion à voler, de nuit. Dix autres plans qui s'estompent presque aussi vite qu'ils sont nés. Finalement, avec son ami Segonzac, journaliste comme lui, ils décident de passer à pied la frontière algéro-marocaine. Ils y réussissent, en plein midi, et finissent par arriver à Casablanca sans encombres, mais sans papiers, hors la loi. Un bateau doit les y cueillir.

Las, le bateau ne vient pas. Ce sont, chaque semaine, de nouvelles promesses. Au bout de cinq mois, ils décident de partir à pied à tra-

vers la zone interdite du nord du Maroc français et le Maroc espagnol pour rejoindre Tanger. C'est une randonnée épuisante, à marche forcée dans les dunes, déchirés par les épineux et les réseaux barbelés, inquiétés par les chiens des douars, par la police espagnole. Quarante-huit kilomètres en huit heures de marche, sans un mètre de piste tracée au cours de la première nuit... Après des péripéties invraisemblables, ils arrivent à Tanger en taxi, après avoir forcé des barrages de police en produisant eux, blonds au teint rose, des cartes d'identité de Juifs marocains.

Rien n'est fini à Tanger où la police de Franco veille férocement. Heureusement, ils ont la chance de pouvoir compter sur les amis les plus fidèles, les plus agissants. Quelques jours plus tard, ils sont à Gibraltar.

C'est un exemple entre mille. Dans toutes ces entreprises, il faut un maximum de bon sens, une très grande prudence, des précautions, un peu d'inconscience aussi. Mais le seul culot ne suffit pas. Pour un fou qui réussit — en s'installant, par exemple, sur le toit d'un wagon et en débarquant de la sorte, en plein midi, au milieu de la gare de Tanger — cinquante autres finissent misérablement au fond d'un cachot.

— Le fils d'une de mes amies vient de se faire « chiper », me dit un soir ma propriétaire. On l'a retrouvé évanoui, au fond d'une barque échouée sur la plage de Sidi Ferruch. A côté de lui, une boussole et une carte, tout juste de quoi authentifier ses projets.

Combien sont partis sur des coques de noix, sans savoir ce qu'étaient la mer, ni encore moins l'art de la navigation !

L'un des rares qui aient réussi par cette voie fut le capitaine de corvette Moreau, qui s'embarqua sur la côte algérienne avec quelques camarades belges. Après avoir enduré les pires épreuves — panne de moteur, tempête, faim et soif — être demeurés pendant des jours en vue du but dont ils étaient éloignés impitoyablement par le vent contraire, ils finirent par être dépannés par des pêcheurs espagnols républicains et parvinrent à Gibralter dans un total état d'épuisement, à moitié moribonds...

Plus tard, Odette Moreau, sa femme, voulut prendre le même chemin. Elle convainquit quelques camarades. L'un d'eux, S..., se chargea de réunir l'argent, d'acheter un bateau. L'embarcation trouvée, il fallut se procurer de l'essence, des vivres, des cartes, des instruments de navigation (1), des vêtements chauds, amener le tout à bord sans attirer l'attention, dénicher un matelot qui consentît à participer à l'aventure, quitter le port sans donner l'éveil...

S... et sa bande arrivent enfin, après des semaines d'efforts, au bout de leurs peines. Le jour du départ arrive. Chacun a engouffré dans l'histoire ce qui lui reste de sa fortune, en raclant le fond de son portefeuille. Mille francs

(1) La police algéroise se creusa la tête pendant des mois afin de savoir comment un compas italien d'avion Savoia Marchetti avait abouti à bord d'un bateau saisi à la veille de son départ. C'est un petit secret que nous étions quelques-uns à connaître...

pour l'un, cinq mille pour l'autre, vingt mille pour un troisième, deux mille pour le dernier. L'argent n'a plus de valeur ni d'importance. Le bateau est là, ce soir on sera en mer.

— Avant de partir, a décidé S..., « on fera un gueuleton à tout casser ».

On fait le gueuleton. Au marché noir, bien entendu, près de la petite plage de départ. On mange et on boit beaucoup. On fait du tapage, on parle un peu trop. La vie est belle...

A la fin du repas, les inspecteurs de police arrivent ; les inspecteurs du marché noir :

— Ah ! mes gaillards, on fait des repas à deux cents francs par tête. Et de l'alcool un jour « sans ». Vous n'y coupez pas. Suivez-nous...

L'aventure est finie. Elle se termine au tribunal maritime de Bizerte, par des années de prison (1).

D'autres eurent plus de chance. Un bon ami, Gilbert Comte — qui fut le représentant à Paris de « March of Time » — fut arrêté, lui aussi, pris sur le fait au moment de partir. L'officier de marine chargé de l'emprisonner est André Bréart, son meilleur camarade (2). Pour le faire comparaître, on attendra que le juge d'instruc-

(1) La fin en fut plus tragique encore, me dit-on : Odette Moreau, que les Allemands avaient découverte à leur arrivée à Bizerte, aurait été évacuée par eux vers les prisons du Reich. L'appareil qui l'emmenait aurait été abattu en mer par un avion allié.

(2) Par une épouvantable ironie du sort, le lieutenant de vaisseau Bréart, qui avait travaillé activement à la préparation de la libération de l'Afrique du Nord, en liaison avec les organisations de résistance, fut tué par un obus américain sur le « Primauguet », le jour du débarquement à Casablanca, lorsque ce bâtiment fut envoyé au suicide par l'amiral Michelier.

de vingt, de vingt-cinq ans agonisaient à petit feu dans les camps de travailleurs de Bou Arfa, de Colomb Béchar, de Berrouaghia, de Boghari, de Kenadza, pour ne citer que ceux-là, décimés par la dysenterie, le paludisme, les conditions d'hygiène et de ravitaillement lamentables. Il y avait là, outre les Français, des Belges, des Polonais, des Espagnols républicains et jusqu'à des citoyens soviétiques.

— Je suis arrivé de Bruxelles, me disait un Belge, Rosenberg, après avoir traversé la frontière, la zone interdite, la zone occupée, la zone non occupée, la Méditerranée comme passager clandestin. Je croyais trouver la liberté ici. On m'a « coincé », et comme les autres, j'ai été affecté à la construction du Transsaharien, à casser des pierres sur le ballast, sous une grande brute de soleil qui nous faisait tomber comme des mouches. Si nous regimbions, on nous expédiait à Meridja pour construire des pistes dans le rocher. Comme seule nourriture, un infâme brouet et du pain. Les punitions étaient plus variées, elles : depuis le trot avec un sac de 40 kilos de pierre attaché sur le dos par des fils de fer, jusqu'aux courants électriques, en passant par le supplice du tombeau, bien connu dans la Légion étrangère. J'en suis sorti, j'ai de la chance...

Hélas, dans l'esprit de beaucoup de ces hommes, le souvenir qu'ils ont conservé de ces mauvais traitements se confond avec celui de la France. Dieu merci, non, ces bourreaux n'étaient pas la France, mais ils en constituèrent un

effrayant aspect en Algérie pendant deux ans.

Et cette atmosphère de bouffonnerie quotidienne que j'évoque souvent dans ces lignes, et qui ne cesse de régner d'ailleurs à travers les aventures les plus affreuses, se double toujours d'un aspect tragique qui est comme une sorte de caricature de la France saignante, meurtrie.

*
* *

Sur la scène algérienne, un autre rôle capital est tenu par la Légion des Combattants. Rapidement elle prend une place plus importante encore que celle qu'elle occupe en France métropolitaine.

La Légion est née de la défaite, et de cette contre-révolution qu'est la Révolution nationale, aussi naturellement qu'un champignon du fumier. A la base, elle n'est qu'une association d'anciens combattants. Quoi de plus louable, en vérité, que le maintien, dans la débâcle, des vertus patriotiques et des traditions militaires ?

Bien vite, elle change d'aspect. Elle devient d'abord un instrument politique, puis l'embryon du Parti Unique rêvé par Vichy, et si la faillite en est éclatante c'est parce qu'un parti nazi ne doit pas chercher un recrutement majoritaire, ni des adhérents dans la petite bourgeoisie, le négoce ou l'administration.

Pendant deux ans, la Légion s'enfle, sort de son rôle, brouillonne et, turbulente, intervient dans les affaires publiques, Etat dans l'Etat français, réceptacle de la pure doctrine de la Révo-

lution nationale, enfant privilégiée du vieux Maréchal. Ces demi-soldes de la défaite, les Légionnaires, se transforment en tyranneaux. En Algérie, leur puissance est telle, la crainte qu'ils inspirent, si grande, que les candidats affluent et qu'en six mois, la Légion groupe tout ce qu'il y a de petits bourgeois, d'employés de commerce, de fonctionnaires en Afrique du Nord.

Les chefs de service des administrations obligent leurs employés à s'y faire inscrire. Le Directeur des Postes d'Alger révoque, sous un prétexte quelconque, les membres de son personnel qui n'en font pas partie. Un fonctionnaire qui n'arbore pas à sa boutonnière l'insigne en forme de fer à repasser voit son avancement compromis. Les organismes gouvernementaux — et ils sont nombreux, les comités de répartition, comités de distribution, services des transports, des autorisations de circuler, etc., — accordent une priorité évidente aux demandes des Légionnaires. Il est recommandé aux membres, à leur famille, de se servir chez les commerçants qui sont affiliés, aux commerçants de se fournir uniquement chez les industriels qui ont manifesté leur « intérêt » pour le mouvement.

Ainsi, aussi modéré que soit leur enthousiasme, industriels, négociants, intermédiaires, grossistes adhèrent en masse. Plus un patron de bistrot soucieux de ses recettes qui ne s'en réclame. Somme toute, la Légion prend, et sur une échelle combien plus vaste, combien plus cynique, la place de la franc-maçonnerie que Vichy supprime pour des motifs identiques.

A l'abri de la Légion, on fait aussi des « affaires ». M. Yves Chatel donne l'exemple ; possesseur de frigorifiques, il rafle des moutons que son homme de confiance, Canavaggio, collaborateur notoire, expédie vers l'Espagne ou vers l'Italie. La Légion accorde aussi des patronages lucratifs, une couverture d'orthodoxie parfaite (1). C'est un pot à deux anses : à l'une sont accrochés les résidus du P. P. F., du P. S. F., tous les adjudants en retraite, nostalgiques du pas cadencé, les anglophobes qui vengent Jeanne d'Arc tous les vendredis en lisant *Gringoire*, les tenants de l'ordre hitlérien. A l'autre anse, la majorité immense des opportunistes qui seront gaullistes demain, et communistes honoraires le jour suivant si leur intérêt le leur dicte, à la façon de ces bons chrétiens qui vont à la messe une fois par an, le jour de Pâques, histoire de prendre une assurance sur le Paradis.

Mais si la masse est amorphe, veule et inconsciente, ceux qui la guident savent fort bien où ils vont (2). Et par quels moyens !

Dans les locaux de la Légion fleurissent de petites affichettes :

(1) Le colonel Richard, administrateur d'Air Afrique, qui était sous le coup d'un mandat d'arrêt pour tentative de départ pour l'Angleterre, s'est dissimulé pendant des mois à Casablanca. Il avait laissé pousser sa barbe et remplacé à sa boutonnière la rosette de la Légion d'Honneur par l'insigne de la Légion, qui était une meilleure caution aux yeux de la police !

(2) C'est la Légion qui organise en Afrique du Nord la propagande pour la relève et le départ des chômeurs arabes vers les chantiers de l'organisation Todt.

Si quelqu'un écoute la radio gaulliste, dis-le à ton chef.
Si tu entends quelqu'un prononcer des paroles contre le Maréchal, dis-le à ton chef.
Si tu connais quelqu'un qui fait du marché noir, dis-le à ton chef.
C'est un Devoir.

L'espionnage, la délation, le mouchardage sous toutes leurs formes deviennent système de gouvernement. Les vengeances personnelles s'accomplissent en toute sécurité. Il ne suffit plus de « marcher droit » sous le régime du débonnaire vieillard de Vichy, il faut « penser droit ».

J'ai connu un brave homme, père de trois enfants, qui, un jour d'exaspération, avait déclaré, un peu haut, devant des « amis » :

— Pétain est un vieux c...

Le lendemain, convocation, interrogatoire, emprisonnement immédiat. Il réclame un avocat. Celui-ci, en hochant la tête, commence par lui déclarer :

— Je préférerais que vous ayez assassiné quelqu'un. Ce serait plus facile à plaider...

Sur les marchés publics, il suffit d'attraper par la manche un des nombreux Légionnaires qui flânent, d'un air désintéressé, pour faire appréhender un marchand qui vend sa camelote au-dessus de la taxe (1).

De toutes les absurdités, c'est la plus absurde. Bientôt, la Légion aura ses propres échoppes sur les marchés, mieux fournies que celles des alen-

(1) Pour donner une apparence de légalité au procédé, on a assermenté les Légionnaires en masse en Afrique du Nord.

tours, on s'en doute. Voilà le marché noir officialisé, au bénéfice des sympathisants. Car dans l'entretemps se sont constitués les « Amis de la Légion ». Puis des bataillons de cadets et de cadettes qui défilent en chemisettes blanches et béret en tête, le dimanche, dans les rues d'Alger, en chantant d'une voix acidulée qui n'a pas encore mué :

Maréchal, nous voilà !
Tu nous as redonné l'espérance :
La Patrie renaîtra.
C'est bien toi le sauveur de la France.

Puis, un beau jour, on admet les indigènes dont la ferveur ne connaît évidemment pas de bornes.

Un matin, le facteur arabe m'apporte la nouvelle de la naissance de son fils.

— Bravo, lui dis-je. Comment vas-tu l'appeler ?

Je m'attends à ce qu'il me réponde « Ahmed », ou « Rachid », ou quelque autre nom du terroir. Point :

— Pétain, fait-il avec un large sourire.

Il reçut un télégramme du Maréchal et de ce jour porta la francisque.

Elle s'étale partout, la francisque. Ils s'étalent partout, les portraits du Maréchal. C'est une frénésie, un égarement, une aberration collective. Sans ironie, les commerçants démunis de marchandises exposent au milieu de leur vitrine vide une photo du vieil homme. Au restaurant, on digère son faux café sous l'œil merveilleusement éteint du Chef de l'Etat.

Un jour, à la Taverne Alsacienne, je vois un haut fonctionnaire attaché à la Délégation Weygand, excédé, à bout de nerfs, s'approcher de l'inévitable affiche, la lacérer de haut en bas puis, soulagé, apaisé, déposer sa carte de visite au bar et sortir calmement au milieu du silence consterné des consommateurs. Une semaine plus tard, il était expédié en disgrâce, dans un petit poste au Maroc. C'était exactement le genre de gestes absurdes que l'on faisait un beau matin sans plus de raison que la veille, ou l'avant-veille, simplement parce que, après des mois de rancœur sourde, d'exaspération latente, de révolte permanente de l'intelligence, un certain degré de saturation était atteint.

Mais ces gestes individuels ne sont pas courants dans ce peuple algérien égoïste, détaché des grandes idées, toujours souple devant l'autorité du moment.

De plus, l'Afrique du Nord est presque exclusivement nourrie de la propagande de Vichy, de la radio de Vichy, des actualités cinématographiques de Vichy. Un mensonge cent fois répété devient une évidence. Les journaux locaux y veillent, orientés par une censure qui déborde son rôle (1). Elle indique l'ordre dans lequel passeront les communiqués des belligérants : d'abord l'allemand, puis l'italien, puis l'amé-

(1) Sur les trois quotidiens d'Alger, seule la *Dépêche* se montre ouvertement collaborationniste. Les *Dernières Nouvelles*, considérées comme plus résistantes, appartenaient pourtant au même propriétaire, Emmanuel Robbe, qui laisse faire certains de ses collaborateurs, espérant ainsi se ménager un éventuel alibi. *L'Echo d'Alger*, quoique prêchant la Révolution Nationale, se conduit plus correctement.

ricain, puis l'anglais. Pas question des Russes ni des gaullistes, comme de juste. Quand Leclerc ou Kœnig se couvrent de gloire, on tronque les textes officiels et on parle pudiquement de « troupes alliées ».

Lorsque la R. A. F. bombarde les usines Renault, on impose aux journaux de dire qu'elle s'est attaquée à la « banlieue sud-ouest de Paris ». Notre groupe de Parisiens savait fort bien ce que recélait la banlieue sud-ouest de Paris. Mais les Algériens se refusaient, avec une nette nuance de réprobation, à l'apprendre.

Dans le domaine de la presse, la Légion intervient aussi. Elle impose aux journaux des placards, des communiqués, toute une publicité que les directeurs n'osent refuser. Le faux savant qu'est Georges Claude vient parler à Alger de « Notre seule chance » — on devine laquelle ; — la Légion, qui patronne la Conférence, exige le « battage » de la presse dans le même temps qu'elle mobilise les personnalités, contraintes d'être présentes, sous peine d'être dénoncées à Vichy, dans les quarante-huit heures, comme tièdes.

Parfois, l'action de la Légion touche au ridicule absolu. Portés par l'énorme vague de tartuferie qui déferle sur la France de Pétain, les cagots règnent en maîtres.

Une des décisions vertueuses de Vichy qui atteignit le plus douloureusement l'Algérie fut la suppression de la traditionnelle anisette. Comme de juste, la bouteille passa sous le comptoir et le prix tripla ou quadrupla.

Les pères la pudeur de la Légion décidèrent un jour qu'il était intolérable de voir Paul Reboux venir faire une conférence à Alger. Paul Reboux — horresco referens — avait écrit un livre intitulé *Le Nouveau Savoir Aimer*. Une « manifestation spontanée » s'organise donc le soir de la causerie. Plus tard, une reprise de *Phi Phi* procure l'occasion d'un nouvel étalage de pudibonderie. Pris d'une sainte colère, les spectateurs qui ont payé leur place tombent d'ailleurs à bras raccourci sur les Légionnaires. Dans les coulisses, quelques jeunes astucieux se glissent pour voir de plus près les figurantes. La soirée se termine au poste, mais *Phi Phi* est interdit. Interdit, le jazz. Interdite la danse. Interdits, les journaux « légers ». Interdits, les costumes de bain en deux pièces.

Pour de tout autres raisons, on prohibe les films anglais et américains. Trop d'applaudissements enthousiastes, et trop significatifs, saluent certains passages de *Mr Smith goes to Washington*, de *Good Bye, Mr Chips* ou de *Mr Rugles*. Certains spectateurs demeurent en place pendant deux ou trois séances d'affilée pour manifester aux bons passages. Dorénavant, il n'y eut plus que des films français et des bandes allemandes d'une surprenante médiocrité.

Mais la Légion ne peut tout interdire. Dans le même temps que la rigueur de la censure s'accentuait, l'esprit subtil du public s'aiguise. C'est l'époque où l'on cherchait des intentions, des sous-entendus, dans les textes, dans les discours les plus orthodoxes d'apparence, dans la dispo-

sition d'un titre du journal, dans un extrait ridicule de la presse italienne publié dans *Candide*, sans commentaires.

Les histoires subversives courent les rues. Un orchestre se fit un succès démesuré rien qu'en jouant dans un pot-pourri quelques mesures du « Lambeth Walk ».

Elle était un peu ridicule, mais en somme assez touchante, cette fidélité des gens se rattachant par des liens les plus minces, les plus ténus, à des idées, à des conceptions condamnées.

Seule, la radio anglaise, si difficile à accrocher, si brouillée, apportait quelque chose de positif à cette résistance larvée. On la prenait en cachette, timidement, en se méfiant de son concierge, de son voisin, des gens dans la rue. Mais le lendemain, dans le trolleybus, dix personnes sifflottaient d'un air détaché la dernière chansonnette lancée au cours de l'émission de la B. B. C. :

Ils sont dans nos vignes les salauds,
Ils sont dans nos vignes ;
Ils ont bu tout notr' bon vin...

Chansonner l'ennemi, échapper à la vertu officielle, obligatoire, à la résignation, à l'expiation de fautes qu'on n'a pas commises, aux dithyrambes serviles, quel soulagement lorsqu'on a vingt ans...

Telle était, comme je l'ai connue pendant ces dix-huit mois, la vie d'Alger. Odieuse et palpitante. Les commissions d'armistice. Les consuls américains. La Légion. Le marché noir. L'appauvrissement progressif du pays. La Révolution nationale obligatoire. Les résistants. La police et les prisons. L'armée indécise et désarmée. Tartufe au pouvoir.

Et la grande foule amorphe, sans odeur et sans couleur, la tourbe des indifférents et des lâches qui se rangera avec aisance au côté des alliés lorsqu'ils débarqueront, de la même façon qu'elle acquiesçait lorsque Vichy prétendait monter la garde auprès du cadavre de la France.

CHAPITRE II

Le temps des armes n'est pas celui des lois.

(Jules CÉSAR.)

Cette page fait partie du :

Site personnel de François-Xavier Bibert

Le Groupe d'aviation GC III/6 en A.F.N. : 1940/1944

C'est un complément à :

ALGER : DE VICHY À LA RÉPUBLIQUE - JOURNAL D'UNE FRANÇAISE..(94 pages)

Lire aussi :

LES 317 RESISTANTS D'ALGER DU 8 NOVEMBRE 1942 QUI ONT FACILITÉ LE DÉBARQUEMENT DES ALLIES (83 pages)